

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2195 - 27 août 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Retraites, chômage, bas salaires...

le 7 septembre,

tous en grève,

tous dans la rue

**Pour faire reculer
patronat et gouvernement,
préparons la suite**



SOMMAIRE

Leur société

- p 4 ■ Discours sécuritaires contre les Roms
- Logement d'urgence en Seine-Saint-Denis
- p 5 ■ Pas touche aux retraites
- "Egalité" hommes-femmes : discriminations et préjugés
- p 8 ■ Le film *Cleveland contre Wall Street*
- Les banquiers continuent à s'enrichir
- Guerre en Afghanistan et sociétés militaires privées
- p 10 ■ L'épidémie de dengue aux Antilles
- Succès du rassemblement du LKP en Guadeloupe
- Non à l'intervention en Afghanistan

Dans le monde

- p 6-7 ■ États-Unis : pour un véritable retrait d'Irak
- General Motors
- Espagne : non aux attaques contre travailleurs et chômeurs
- Hongrie : solidarité de banquiers

Education

- p 9 ■ Grève dès le 6 septembre
- Suppressions de postes
- Une rentrée trop coûteuse
- Université
- Internats d'excellence

Il y a 30 ans

- p 11 ■ Des grèves de Gdansk à la fondation de Solidarnosc

Lutte Ouvrière à votre rencontre

- p 12 ■ Villes étapes

• Fruits et légumes

Le profit contre les producteurs et les consommateurs

Selon l'association Familles rurales, le prix des fruits a bondi de 11,1 % et celui des légumes de 5,5 % par rapport à l'an dernier. Les nectarines, les melons et les haricots verts sont les produits les plus touchés cette année.

Or dans le même temps, les producteurs se plaignent de voir leur pouvoir d'achat baisser depuis plusieurs années. Ils accusent la grande distribution de pratiquer des marges abusives. Quelques exemples donnés sont effectivement édifiants ; ainsi certaines centrales d'achat n'hésitent pas à payer aux producteurs quatre

centimes le kilo de pommes de terre que l'on retrouve à un euro dans les magasins, soit un prix multiplié par 25 ! Idem pour le melon, payé autour de 30 centimes aux producteurs et revendu autour de 1,50 euro.

Les consommateurs auront d'ailleurs été étonnés d'apprendre dans un reportage télévisé que le melon souffrait aujourd'hui d'une crise, l'abondante production actuelle n'arrivant pas à s'écouler. Et le même reportage de montrer des tonnes de melons envoyées dans des bennes à ordures car « on ne peut pas encombrer les circuits »

affirmait un grossiste.

Voilà bien l'absurdité de ce système capitaliste où pour maintenir les prix et ses profits, la grande distribution préfère jeter des tonnes de fruits ou de légumes, plutôt que de les acheminer pour les offrir à très bas prix à une population qui n'a de toute façon pas les moyens de les acheter aux prix proposés dans les rayons des grandes enseignes. Et les producteurs comme les consommateurs font les frais de cette organisation démente de l'économie.

Roger MEYNIER

• France-Télécom

Pas de crise pour les dividendes

Le PDG de France Télécom a promis à ses actionnaires qu'ils toucheront pendant les trois années à venir un dividende élevé : 1,40 euro pour une action valant actuellement 16 euros, soit un rendement proche des 9 %. Pour cette année, 3,7 milliards d'euros seront ainsi distribués aux actionnaires. Il en sera de même en 2011 et 2012.

Si cet argent avait été distribué aux 180 000 salariés, cela aurait fait 20 000 euros par employé. Cette somme aurait aussi pu permettre d'augmenter

massivement les effectifs et de mettre ainsi fin aux conditions de travail inhumaines dont on sait les résultats dramatiques. Il n'en sera rien.

En annonçant cette bonne nouvelle aux actionnaires, le PDG a eu le culot de préciser « nous avons pris des engagements forts vis-à-vis de nos salariés. Il était normal de clarifier nos engagements vis-à-vis de nos actionnaires ». Il faisait allusion à son plan « conquête 2015 » présenté début juillet. Au milieu de beaucoup de blabla sur l'amélioration

des relations sociales, ce plan prévoit l'embauche de 10 000 personnes d'ici 2012, ce qui remplacera tout juste les départs en retraite prévus sur cette période. Pas question donc de revenir sur les réductions d'effectifs de ces dernières années qui ont abouti à la situation actuelle.

Effectivement, les choses sont claires : du vent pour les travailleurs et des milliards pour les actionnaires.

Daniel MESCLA

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

MARSEILLE

Dimanche 12 septembre à partir de 11 h 30
Parc de Valabre, près de Gardanne

LYON

Samedi 25 septembre à partir de 17 h
Dimanche 26 septembre à partir de 12 h
Espace Mosaïque à Saint-Priest

TOULOUSE

Samedi 25 septembre à partir de 18 h
Dimanche 26 septembre à partir de 11 h
Parc des Expositions, Hall 8

ORLÉANS

Dimanche 26 septembre à partir de 10 h
Salle des Fêtes de Saran

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent

avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE
 BP 233
 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une

réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
 l'hebdomadaire**

www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière
 multimédia
 (télé, radio, CLT)**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
 audio**

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Le gouvernement prépare de nouveaux mauvais coups

Au-delà de l'aspect médiatique du conseil restreint ayant réuni le 20 août, pour quelques heures, le président de la République, son Premier ministre, et les ministres de l'Économie et du Budget, avec l'objectif de faire croire qu'en ces temps de crise le gouvernement ne prenait pas de vacances, peu d'informations précises ont été rendues publiques sur les mesures que ces gens-là mijotent. Mais pour laisser beaucoup de choses dans le vague, le communiqué publié par la présidence de la République annonce – comme on pouvait s'y attendre – de nouvelles attaques contre les classes populaires.

Dans ce communiqué Sarkozy commence par s'auto-féliciter de la « reprise de l'emploi salarié », en oubliant que si les statistiques officielles ont annoncé la création de quelques milliers de postes au premier trimestre, il s'agissait essentiellement d'emplois précaires. Puis il affirme que « la réduction du déficit public doit être obtenue en réduisant en priorité la dépense publique », et que « les dépenses de l'État ne progresseront pas en valeur sur les trois prochaines années (...) hors charge de la dette ».

Cela signifie en clair que les dépenses de l'État vont continuer à croître au profit des banques. Car même si le gouvernement arrivait à tenir son engagement de ramener pour 2011 le déficit public à 6 % du PIB, ce déficit s'ajouterait aux presque 1500 milliards d'euros qui constituaient la dette publique de l'État français fin 2009, dette qui est une source de profits garantis pour les banques qui en perçoivent les intérêts.

Les capitalistes n'ont pas à s'inquiéter : l'impôt sur les sociétés ne sera pas augmenté et selon le quotidien économique *Les Échos* « les allègements de charges sur les bas salaires seront préservés ». Ces exonérations de cotisations sociales représentent pourtant plus de 23 milliards de manque à gagner pour l'État.

Quand le ministre du Budget est chargé de récupérer « dix milliards d'euros de niches fiscales et sociales », ce n'est donc pas en faisant payer les capitalistes. D'autant qu'il n'est pas question pour Sarkozy de revenir sur la plus grosse de ces niches, le bouclier fiscal.

En revanche, si le gouvernement dit qu'il n'augmen-

tera pas les impôts, il compte bien faire des économies sur les dépenses de l'Assurance-maladie, qu'il veut faire baisser de près de 3 % par an jusqu'en 2012. Ce qui signifie des difficultés de plus en plus grandes, pour tous ceux qui ne perçoivent qu'un petit salaire ou une petite pension, de se faire soigner correctement.

Côté salaires, justement, les travailleurs de la Fonction publique verront le leur bloqué en 2011, ce qui signifie, compte tenu de l'inflation, qui est loin d'être nulle, et des hausses considérables qui se succèdent dans les prix du gaz, de l'essence, du fioul et de l'électricité, une baisse substantielle de leur pouvoir d'achat. Quant au secteur privé, il est évident que le patronat ainsi encouragé s'efforcera de suivre l'exemple de l'État-patron.

« Les dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'État baisseront de 10 % d'ici 2013, dont 5 % dès 2011 », annonce encore la présidence. Cela signifie en clair que faute de moyens, les services publics vont continuer à se dégrader à une vitesse accélérée.

Les attaques du gouvernement contre les retraites ne sont donc qu'un aspect de l'offensive qu'il mène contre les travailleurs, pour le plus grand profit du patronat auquel, de Sarkozy à Woerth en passant par Lagarde, tous ces gens-là sont étroitement liés. Ils veulent nous faire supporter tout le poids de la crise de leur système, afin de maintenir leurs profits, malgré la catastrophe économique qu'ils ont déclenchée.

Il est plus que temps que le monde du travail, l'ensemble de ceux qui produisent toutes les richesses de cette société, qui font fonctionner tous les services utiles à la population, montre sa force et entre en lutte pour exiger la sauvegarde de son niveau de vie, le partage du travail entre tous avec des salaires qui permettent de vivre dignement.

Le 7 septembre, l'ensemble des confédérations syndicales appellent les travailleurs à une journée de grèves et de manifestations. Il faut faire de cette journée une réussite incontestable. Ce sera le meilleur moyen de redonner le moral à ceux qui sont désorientés ou découragés, et de préparer la nécessaire contre-offensive du monde du travail.

Assurer le succès du 7 septembre et préparer la suite

Les confédérations syndicales réunies le 23 août à Paris ont confirmé leur appel à des grèves et des manifestations pour le mardi 7 septembre afin de faire entendre l'opposition la plus large possible au projet de réforme sur les retraites qui sera présenté à l'approbation des députés dès le mois de septembre. Le monde du travail a tout intérêt à s'emparer de cet appel et à faire que les grèves et les manifestations qui auront lieu ce jour-là soient nombreuses, puissantes et combattives.

L'enjeu des mobilisations à venir dépasse largement le problème des seules retraites. La prétendue réforme des retraites est un des éléments du plan d'attaque contre les conditions de vie des classes populaires, annoncé mais non totalement révélé, qui se mitonne dans

les cabinets ministériels. Et si Sarkozy et ses ministres veulent faire la démonstration qu'ils peuvent imposer cette réforme réactionnaire, c'est dans l'espoir qu'une fois cette épreuve de force remportée, ils auront toutes les facilités de faire passer tout le reste dans la foulée.

D'ailleurs, la presse de droite, comme *Le Figaro*, ou liée aux milieux patronaux, comme *Les Échos*, s'inquiète de l'éventuel succès de cette journée et des répercussions que cela pourrait avoir sur le climat social. Quand Sarkozy et ses ministres se succèdent pour déclarer que, quoi qu'il arrive, le projet est bouclé, il s'agit seulement de propagande en vue de faire croire que la mobilisation en cours est inutile.

Mais il est certain qu'une large réussite de la journée du

7 septembre pourrait avoir des conséquences en cascade. Cela fait des mois, pour ne pas dire des années, que l'ensemble du monde du travail subit un recul, voit l'emploi se désagréger, les salaires toujours baisser en valeur réelle de pouvoir d'achat et les droits sociaux, dont les retraites, attaqués en permanence. Ce que le patronat et le gouvernement voudraient faire croire, c'est qu'il s'agit d'une fatalité contre laquelle il n'y aurait rien à faire. Mais si ces reculs ont été possibles c'est parce qu'il n'y a pas eu, jusqu'à aujourd'hui, de véritable riposte. Mais que demain les travailleurs se retrouvent par millions en grève et dans la rue, ils pourraient prendre ainsi conscience, d'un coup, de leur force, immense quand celle-ci se met en branle. Et alors la

donne pourrait bien changer. On ne discuterait plus du pis-aller à accepter, mais de la façon d'assurer le succès de la lutte.

Car bien évidemment la lutte ne peut s'arrêter au 7 septembre. Les confédérations syndicales, qui n'avaient pas brillé par leur combativité jusqu'ici, ont tenu à annoncer qu'il faudrait une suite rapide à la journée du 7 septembre en programmant une rencontre entre elles le 8 septembre pour en arrêter les modalités.

Aucune assurance ne peut être donnée sur la volonté des dirigeants confédéraux de mener jusqu'au bout le combat pour mettre en échec le gouvernement, jusqu'à imposer, déjà sur les retraites, la remise en cause de tous les reculs accumulés ces dernières années. Le débat qui a lieu entre elles, pour

savoir s'il faut ou non réclamer le retrait pur et simple et préalable de la réforme proposée, laisse entrevoir bien des hésitations de leur part. Mais là encore, la meilleure réponse à tous les atermoiements présents ou à venir pourrait être donnée par le succès du 7 et par la volonté de la part du plus grand nombre de militants de poser dès maintenant le problème des suites nécessaires à cette journée. Bien des militants syndicaux, bien des travailleurs qui en ont assez de toujours subir, se posent ce problème, il faut qu'il soit mis en débat devant l'ensemble du monde du travail.

La confiance dans leur force collective peut vite revenir chez les travailleurs, il faut tout faire pour que ce soit le plus vite possible.

Paul SOREL

• Discours sécuritaires

Hortefeux s'en prend aux Roms... et « aux milliardaires... de gauche »

La politique révoltante du gouvernement en matière de sécurité, cultivant de façon délibérée les préjugés xénophobes et racistes, soulève des protestations de plus en plus nombreuses, venant de tous bords.

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, principal metteur en scène de cette campagne, s'est senti obligé de prendre la plume pour se justifier. Dans une interview publiée dans *Le Monde*, il s'en prend à tous ceux qui contestent le déchaînement de sa politique sécuritaire et qu'il appelle, sur un ton méprisant, une « gauche milliardaire », l'accusant d'ignorer la réalité de la société française. Alors que lui, bien sûr, s'estime « en phase avec ses compatriotes ».

Que des gens pensent comme ce ministre tout récemment condamné pour propos racistes, c'est indéniable. On en retrouve un certain nombre

parmi les électeurs du Front National et de l'UMP. Mais qu'il exprime le sentiment et la volonté de la majorité des Français, c'est trop vite dit et, heureusement, tout à fait faux.

Ceux qui contestent la politique gouvernementale en ce domaine sont loin d'être milliardaires vivant dans les beaux quartiers, ou habitants de Saint-Germain-des-Prés, à Paris. Les milliardaires, ils se trouvent plutôt dans les clans qui soutiennent, et pas seulement moralement, l'action des Hortefeux. On les trouve à Neuilly, un des fiefs de Sarkozy, ou à Chantilly où sévit Woerth.

Le nombre de gens qui se déclarent scandalisés par les choix peu ragoûtants du gouvernement ne se limite même pas à la gauche, « milliardaire » ou pas. Des hommes de droite, comme Dominique de Villepin et le pape, se sont ajoutés à la liste. Et même si la protestation d'un Villepin relève sans doute d'un calcul politicien, cela

montre qu'un tel calcul peut jouer auprès d'une fraction de l'électorat de droite. Plus sincère, et plus convaincante sans doute, est la protestation d'un prêtre du Nord qui a renvoyé, symboliquement, la décoration que lui avait remise le ministre.

Les quelques dizaines d'hommes, femmes et enfants que les policiers français renvoient, démonstrativement, en Roumanie où ils ne sont visiblement pas les bienvenus sont donc tout simplement victimes des calculs électoralistes de Sarkozy et de son gouvernement, qui espèrent ainsi récupérer les suffrages de la partie la plus réactionnaire de l'électorat. Il n'est pas garanti que ces calculs sordides soient électoralement gagnants pour ceux qui s'y livrent. Mais c'est là leur problème. Le fait qu'ils ne répugnent pas à pratiquer cette démagogie suffit à les juger.

Les thèmes choisis par le ministre de l'Intérieur visent non pas à améliorer la sécurité de

qui que ce soit – c'est d'ailleurs le cadet de ses soucis – mais à essayer d'opposer les « Français de souche » (pour autant que cela veuille dire quelque chose), ceux qui sont « d'origine étrangère » (une grande partie de la population) et les immigrés plus récents. Mais la politique du gouvernement

auquel appartient Hortefeux pourrait bien souder contre lui l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines et leurs nationalités, solidaires dans les luttes contre les milliardaires et autres patrons qui s'enrichissent sur leur dos.

Jean POLUS

Les Roms, traités comme moins européens que d'autres

Deux vagues de « retours volontaires » – selon le mot cynique d'Éric Besson – ont successivement, les 19 et 20 août, expulsé du pays 86 puis 130 Roms, en direction de la Roumanie, leur pays d'origine. Un nouveau vol devait être affrété le 26 août, concernant cent soixante autres personnes.

Prétextant les 300 euros « d'aide humanitaire » versés à chaque adulte et l'absence « de policiers pour les accompagner », le ministre de l'Immigration ose justifier ces déportations dans un pays dont ces pauvres gens ont fui la misère et la discrimination à laquelle ils se heurtent... pour retrouver semblable situation en France.

Ressortissants roumains ou bulgares, les quelque 12 000 Roms qui se trouvent en France sont donc citoyens européens depuis début 2007, date d'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union européenne. À ce titre, ils devraient pouvoir, en principe, comme tout Européen, passer librement les frontières à l'intérieur de l'Europe, s'installer et travailler dans un autre pays de

« l'espace Schengen ».

Mais cette Europe péniblement constituée, de traité en traité, depuis plus de cinquante ans n'est pas un espace de liberté, même au sens restreint du franchissement de ces pointillés artificiels que sont les frontières des États.

Cette Europe est celle des possédants, libres de faire fructifier leurs capitaux dans n'importe quel pays, mais qui dénie aux pauvres le droit de tenter d'y gagner leur vie et celle de leur famille.

Cette Europe, antérieurement si bien nommée Marché commun, est celle des marchands, prompte à régler à tort et à travers quand il s'agit de la circulation des marchandises, perméable autant qu'il se peut à celle des capitaux, mais où les êtres humains, surtout les pauvres, sont susceptibles d'être rejetés au gré des lubies politiques d'un gouvernement ou d'un autre.

En l'occurrence, les Roms roumains ou bulgares sont comme leurs compatriotes, depuis 2007 et jusqu'à 2012 ou 2014, toujours soumis à un « régime transitoire » qui

rend possibles tous les mauvais coups. Obligés en principe de disposer d'un minimum de 500 euros à leur entrée en France, il leur faut rapidement trouver un emploi et, pour cela, détenir une autorisation de travail demandée par l'éventuel employeur tenu, de surcroît, d'acquitter une taxe importante auprès de l'OFII, l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Trouver un emploi déclaré relève donc, dans ces conditions et en cette période de chômage, de la gageure ! Quant à trouver un logement, cela n'est pour ces familles même pas envisageable...

Mais les obstacles actuels à la présence des Roms en France ne suffisent pas à Besson, puisque rien n'empêche légalement les expulsés de revenir un jour. Au mépris de la législation européenne, Besson entend donc déposer un projet de loi qui interdirait aux Roms expulsés de remettre les pieds en France.

Quand on a commencé à se vautrer dans l'ignominie, pourquoi s'arrêter ?

Viviane LAFONT

• Logement d'urgence en Seine-Saint-Denis

Le gouvernement veut diminuer les places réservées aux sans-abri

Le secrétariat d'État au Logement a exigé de diminuer le nombre de places disponibles dans l'hébergement d'urgence en Seine-Saint-Denis. Osant prétendre que la priorité du gouvernement était au logement social (alors que rien n'est fait dans ce domaine), Benoist Apparu, le sous-ministre, a décidé de diminuer le logement d'urgence, faisant passer, dans le département, le nombre de places réservées aux sans-abri de 1 500 à 900.

Depuis des années, un certain nombre d'associations ont mis en place des structures et foyers d'hébergement pour accueillir les sans-abri. Le nombre de personnes ainsi aidées ne cesse d'augmenter. Interlogement, qui fédère une quarantaine d'associations dans la Seine-Saint-Denis, gérait 40 places en 2005-2006, 120 places un an plus tard, puis 345, 900, enfin 1 500 places l'hiver dernier. Et toutes les associations précisent que, pendant l'été, le nombre de personnes en difficulté cherchant une place où dormir ne faiblit

pas, contrairement à ce que le secrétariat d'État au Logement voudrait faire croire. Des familles ont été mises à la rue, pour permettre à d'autres de dormir !

Dans les autres départements, on pourrait faire des bilans comparables et aussi catastrophiques. Par exemple, les 227 places d'hébergement d'urgence de la Seine-et-Marne sont actuellement toutes occupées, et le service du 115 qui centralise les appels à l'aide ne peut pas héberger dans les structures adaptées tous ceux qui ne savent pas où dormir. Dans ce département, c'est environ 250 nuitées d'hôtel que le Samu social est contraint de financer chaque nuit.

La politique du gouvernement est déjà scandaleuse, quand elle s'attaque à la population travailleuse, tant il est évident que son seul souci, c'est de financer les plus riches des capitalistes. Quand elle s'attaque aux plus démunis, aux sans-abri, sa politique est abjecte.

Bertrand GORDES

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 129 (juillet 2010)

Le capitalisme à la dérive

• France

La « réforme » des retraites : l'hypocrisie de la droite... et celle de la gauche réformiste

• Afrique du Sud

Derrière les vuvuzelas

• Grande-Bretagne

Les Conservateurs mettent en œuvre les mesures antiouvrières conçues par les Travaillistes

• États-Unis

La montée de la droite, un produit de la crise et de la politique des Démocrates

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,56 euro

• Le gouvernement prêt à saborder la retraite par répartition ?

Pas touche aux retraites !

Les capitalistes ne veulent plus payer les retraites des salariés, telle est la réalité qui se cache derrière la réforme préparée par le gouvernement et qui doit être présentée à l'Assemblée nationale début septembre. Prenant prétexte de l'augmentation de l'espérance de vie et tout en jurant qu'il veut sauver le système des retraites par répartition, le gouvernement s'emploie, en fait, à favoriser ce qu'il appelle « l'épargne retraite », un système par lequel les salariés sont tenus d'économiser tout au long de leur vie pour assurer leur retraite. À terme, cette retraite par capitalisation – c'est du moins le vœu du gouvernement et des compagnies d'assurances – pourrait représenter la part essentielle des retraites... Pour ceux qui auront les moyens d'épargner suffisamment.

En présentant son projet de réforme, le ministre du Travail, Éric Woerth, s'est déclaré favorable à un renforcement de cette épargne retraite. De façon significative, il a approuvé un amendement soutenu par un groupe de députés UMP qui, reprenant une proposition du Medef, vise à « encourager l'épargne longue avec le Plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco) et le Plan d'épargne retraite entreprise (Pere) ». Cet amendement demande aussi que ce système d'épargne retraite soit obligatoire dans les grandes entreprises où existe l'intéressement ou la participation. Les banques et les compagnies d'assurances insistent

de leur côté et revendiquent que ce système d'épargne obligatoire soit mis en place dans toutes les entreprises. Cette attitude est dans la logique des capitalistes comme dans celle des banques, des assurances et de toutes les entreprises financières qui lorgnent depuis longtemps sur le pactole que représenterait une telle manne. La possibilité de disposer des sommes épargnées par les salariés et collectées dans des fonds d'épargne, autrement dit ces fameux « fonds de pension », leur conviendrait à merveille ! Cet argent des salariés servirait à spéculer, serait donc soumis aux hasards de la Bourse par des sociétés financières prêtes à

en empocher les profits. Et tant pis si les aléas des opérations spéculatives engloutissaient les économies forcées des salariés, comme cela s'est passé aux États-Unis !

Le gouvernement a le culot de proposer aux travailleurs d'épargner alors que la plupart des salaires sont insuffisants pour vivre correctement. Il contribue d'ailleurs directement à encourager les patrons à les tirer vers le bas : plus les salaires sont modiques (1,6 fois le smic), plus les cotisations patronales sont allégées, jusqu'à être totalement supprimées pour les salariés payés au smic. Et tout cela au détriment des ressources de la Sécurité sociale. Dans la réforme des retraites qu'il prévoit, le gouvernement précise explicitement qu'il n'est pas question de toucher aux allègements de cotisations dont le patronat bénéficie. Les efforts, c'est encore et toujours aux mêmes, aux travailleurs, qu'il compte les imposer. Pourtant, ce ne sont pas les trois millions et demi de travailleurs payés au smic (1 343,77 euros brut par mois) ni même l'immense majorité des salariés qui ont la possibilité d'épargner quoi que ce soit pour disposer d'un

complément de retraite.

L'ensemble du monde du travail doit refuser ce qui se prépare. De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat ! Pour vivre dignement de son travail et pendant sa retraite, il

faudra obtenir non seulement que le gouvernement retire sa réforme sur les retraites, mais aussi des augmentations substantielles des salaires et des embauches massives.

Lucienne PLAIN

• Égalité hommes-femmes

Discriminations salariales et préjugés

Une toute récente étude, publiée par l'OFCE, a confirmé et précisé les discriminations salariales dont sont victimes les femmes, notamment du fait de leurs maternités.

Dans la tranche d'âge des femmes de 39 à 45 ans, où 86 % sont salariées, elle a mis en évidence le fait que les femmes qui se sont arrêtées pour élever un ou des enfants (42 % de la population féminine) sont en moyenne 22 % moins bien payées que leurs collègues qui ne se sont pas arrêtées au-delà de leur congé maternité. L'étude relève qu'elles sont plutôt moins diplômées et qu'elles ont plus souvent dû changer d'employeur, accumulant moins d'expérience dans le poste et moins d'ancienneté.

L'étude compare ensuite le salaire des femmes n'ayant pas interrompu leur carrière, même en cas de maternité, avec celui des hommes. Elle observe que ces femmes travaillent en moyenne dans des secteurs moins rémunérateurs, font moins d'heures supplémentaires et travaillent moins souvent en horaires décalés que les hommes, mais que cela n'expliquerait pas totalement l'écart de rémunération de 17 % en leur défaveur par rapport aux hommes, car elles sont en moyenne plus diplômées qu'eux et elles ont plus d'ancienneté sur le marché du travail. Et de conclure qu'une part énorme de cet écart – quantifiée à 70 % – serait due au simple fait que les employeurs les considéreraient comme « à risque », le risque étant qu'elles pourraient quitter l'entreprise pour des raisons familiales, maternité ou autres : la discrimination super injuste en quelque sorte !

Et cette étude a connu un regain de publicité du fait que la Cour de cassation a récemment rendu un arrêt qui prenait en compte l'argument d'une discrimination

fondée sur l'observation de différences de salaires entre membres hommes et femmes d'une même instance de direction, même si la femme concernée, une responsable des ressources humaines, n'avait pas le même domaine de compétence, élargissant ainsi pour la première fois le principe « à travail égal salaire égal » à celui de « à niveau de responsabilité égal, salaire égal ».

Cet arrêt permettra peut-être à des femmes de mieux faire valoir leurs droits, et il faut s'en réjouir.

Mais en même temps, on sait bien que la simple existence des lois, nombreuses et réitérées, sur l'égalité, notamment salariale, entre les hommes et les femmes n'a toujours pas suffi à l'obtenir, et qu'il faudra d'autres combats pour cela.

De même, dans maints articles sur l'étude publiée par l'OFCE, on sent que les causes dites « observables » de discrimination, du type « plus de femmes avec moins d'ancienneté », « dans des postes à temps partiel », « dans des secteurs moins rémunérateurs » paraissent admises comme, sinon souhaitables, du moins inévitables et donc presque normales.

Pourtant, elles ne le sont pas. Que des millions de femmes aient envie de mettre des bébés au monde, c'est vital pour l'humanité, et puisque c'est vital, il n'y a aucune raison humainement recevable pour que cela doive automatiquement se traduire pour celles qui font ce choix par des sacrifices, des croix faites sur des études, sur un travail plus intéressant, ou le choix d'une branche professionnelle...

Pierre LEMAIRE



• Les retraites de la Fonction publique rabetées

Il faut refuser l'alignement par le bas

Osant invoquer l'égalité et la justice, le gouvernement prévoit d'aligner par le bas les systèmes de retraite de tous les salariés. 5,3 millions de personnes relèvent de la Fonction publique (État, territoriale, hospitalière) et, à ce titre, sont un peu mieux loties en matière de retraite que les autres salariés. La réforme projetée entend mettre fin à cet état de fait... Si les salariés se laissent faire.

Le recul de l'âge de la retraite est prévu pour les fonctionnaires comme pour tous les salariés. Les fonctionnaires bénéficient jusqu'à présent – et grâce à leur mobilisation de 2003, qui avait fait ravaliser ses projets au gouvernement d'alors – d'une retraite calculée

en prenant pour référence les six derniers mois d'activité. La « réforme » entend les aligner en quelques années sur le régime général, avec un calcul des retraites sur la base des 25 meilleures années de salaire. Toujours sous prétexte de « l'égalité de traitement » des salariés du secteur public et du secteur privé, le taux de cotisation acquitté par les fonctionnaires serait porté de 7,85 % à 10,55 %, afin de l'aligner également sur celui du secteur privé.

La démagogie du gouvernement consiste à désigner les fonctionnaires comme des privilégiés qu'il faudrait mettre au régime commun. Mais la grande majorité des travailleurs de la Fonction publique

ne touchent pas de gros salaires alors que leurs primes et indemnités qui représentent parfois jusqu'à 20 % du salaire, ne sont pas prises en compte pour le calcul des retraites.

Qu'il s'agisse du personnel hospitalier, des employés des administrations ou des enseignants, les salariés de la Fonction publique comme tous les travailleurs ont toutes les raisons de refuser le projet gouvernemental : il est indispensable d'interdire que soient nivelées et rabetées les retraites, alors qu'il faudrait au contraire améliorer de façon importante l'ensemble des salaires, retraites et pensions du monde du travail.

L.P.

Pour un véritable retrait d'Irak, pas un faux-semblant !

Alors que les médias annoncent que les troupes américaines quittent l'Irak avant le 31 août, comme Obama l'avait promis, et que la télévision montre des images de soldats heureux de rentrer chez eux, il faut rappeler que la guerre continue en Irak. 50 000 soldats américains sont encore là-bas et sont censés y rester 16 mois de plus. Quant à ceux qui rentrent, ils vont être appelés à partir en Afghanistan où la guerre ne fait que s'intensifier.

La guerre en Irak, qui dure depuis sept ans, n'est pas terminée alors qu'elle a coûté 4 400 morts à l'armée américaine et officiellement au moins 100 000 morts – et en fait beaucoup plus – à la population irakienne. Un spécialiste militaire, cité par le *New York Times* constate que « La guerre en Irak n'est pas finie et n'est pas "gagnée". En fait, elle en est à une étape tout aussi critique que n'importe quand depuis 2003 ».



Le bimensuel trotskyste américain, *The Spark*, s'exprime ainsi dans son éditorial du 16 août, dont nous traduisons ci-dessous un large extrait.

(...) Obama dit qu'il restera « seulement » 50 000 soldats américains en Irak. Seulement ! 50 000 soldats, c'est déjà une armée d'occupation considérable. Et elle va être renforcée de toutes les manières possibles. Il y a déjà deux fois plus de mercenaires et de recrues des entreprises privées sous contrat militaire que de soldats de l'armée américaine et le ministère des Affaires étrangères a récemment dévoilé le projet d'en embaucher des milliers supplémentaires d'ici quelques mois. Les avions militaires, dont la plupart sont basés hors d'Irak, continuent à bombarder, mitrailler et attaquer avec des roquettes. Les forces spéciales, qui ne sont pas comptées non plus dans les 50 000, continuent à perpétrer assassinats et opérations terroristes, opérations secrètes rarement connues. Et les États-Unis ont payé et constitué à partir de rien leur propre armée coloniale – l'armée et la police irakiennes, avec des officiers américains comme « formateurs ».

L'immense ambassade américaine dans la Zone verte à

Bagdad est le centre de toutes ces opérations. Grande comme plus de 80 terrains de football, c'est la plus grande ambassade au monde. Ce monstre illustre les véritables plans de l'impérialisme américain : transformer l'Irak en une possession coloniale, contrôler sa population et ses ressources, y compris toutes ses réserves de pétrole, ainsi que resserrer l'emprise des États-Unis sur tout le Moyen-Orient et sur l'ensemble de ses richesses.

Comme toutes les grandes puissances impérialistes, les États-Unis continuent – et continueront – à jouer sur les divisions ethniques, les pots-de-vin et la corruption, alimentant ainsi les véritables guerres que se livrent les différentes factions irakiennes pour se tailler une part du butin provenant de l'occupation américaine. Ces affrontements deviennent de plus en plus violents. Malgré les mensonges d'Obama sur le niveau de violence en Irak qui serait « le plus bas depuis des années », le mois de juillet dernier a été le plus violent depuis plus d'un an. Et le mois d'août est déjà pire. En un seul jour, le 7 août, près de 100 personnes ont été tuées dans des affrontements armés, l'explosion de bombes ou assassinées à Bagdad, Bassora, Fallouja, Mossoul ainsi que dans

la province de Diyala.

Pour la population irakienne, la guerre et l'occupation américaines sont une véritable catastrophe. Cela a déjà coûté la vie à plus d'un million de personnes. Et le pays demeure si dangereux que des millions d'autres – qui ont dû fuir la violence et les nettoyages ethniques il y a des années – ont encore peur de revenir chez eux. Ils continuent à vivre en réfugiés dans d'autres parties du pays ou à l'étranger.

La guerre menée par les États-Unis continue à détruire une bonne partie du pays et des infrastructures, transformant des quartiers entiers des villes en gravats. Quant aux mensonges sur la façon dont les États-Unis ont dépensé 60 milliards de dollars pour reconstruire le pays, on peut dire que tout cet argent a servi à enrichir les grandes entreprises privées américaines qui ont obtenu des contrats, ainsi qu'à acheter la loyauté des acolytes irakiens. Il y a toujours peu ou pas d'électricité, d'eau potable ; les rues sont jonchées d'ordures et d'eaux usées, et les services publics de base, comme celui de la santé ou de l'enseignement, sont pratiquement inexistantes. Et cela dans un pays qui fut l'un des plus avancés du Moyen-Orient. (...)

• General Motors

Des profits qui ont coûté cher aux travailleurs

À peine sorti d'une procédure de faillite, General Motors annonce des profits importants et envisage un juteux retour en Bourse. C'est malheureusement le reflet des licenciements, des fermetures d'usines et des baisses de salaires, sans parler de la détérioration des conditions de travail des ouvriers chez GM ces dernières années, avec la complicité ou plutôt le soutien du gouvernement américain, de Bush à Obama. GM se vante de 1,3 milliard de dollars de bénéfice net avec un chiffre d'affaires de 33,2 milliards au premier trimestre 2010, confirmé au second trimestre par un bénéfice net de 1,5 milliard. Selon *Le Figaro* du 13 Août, « il s'agit du bénéfice trimestriel le plus élevé depuis 2004, période florissante pour le marché automobile américain. » Mais ce n'est pas en investissant dans la production que GM obtient de tels profits ; c'est grâce à ce que le directeur financier du groupe appelle « une discipline de coûts, (...) des mesures stratégiques comme la restructuration en Europe et l'acquisition d'Américancredit [société financière

destinée à vendre à crédit aux gens pauvres]. »

En effet, derrière cet effet d'annonce, les ouvriers payent cher. En 2009, le gouvernement américain a donné 50 milliards de dollars à GM (sous forme de prêts ou d'augmentation de capitaux propres) à condition... que GM diminue ses « coûts salariaux ». Belle manière de faire passer la pilule : c'est le gouvernement qui demande et c'est... pour sauver l'entreprise en faillite ! Les salaires ont été gelés, tous les avantages sociaux supprimés comme la couverture médicale des retraités. Bien plus, GM gèle, depuis juillet 2009, ses versements aux fonds de pensions de retraite gérés par le syndicat UAW. Mais ce n'est pas tout : les acquis qui garantissaient les conditions de travail des ouvriers (l'ancienneté, les temps de pause, les profils de poste, les recours contre l'accélération des cadences, les sanctions, le manque de sécurité) ont été supprimés si bien que l'on peut trouver des amplitudes de travail de 10 heures sur les chaînes, voire 12. Et le pire est à venir, pour les nouveaux

• General Motors – Indianapolis

Les ouvriers résistent au chantage

Les ouvriers de l'usine des presses de GM, Indianapolis, viennent d'infliger un sévère désaveu à la direction et aux dirigeants nationaux de l'UAW.

Depuis 2007, GM avait annoncé son intention de fermer en 2011 l'usine des presses d'Indianapolis dans l'Indiana, s'il n'y avait pas de repreneur. Cette usine emploie 650 personnes. Cette année un repreneur s'est dit prêt à racheter l'usine à condition que les salaires soient réduits de moitié ! Mais les travailleurs dont le contrat avec General Motors court jusqu'en 2011 ont refusé toute modification de ce contrat et tout nouveau sacrifice, ne voulant pas constituer un précédent qui nuirait à tous les travailleurs de GM. « Si une usine cède, il ne faudra pas longtemps pour qu'une autre cède aussi » disait l'un des ouvriers qui ne veulent pas être considérés comme des

jaunes. C'est par 384 voix contre 22 qu'ils ont rejeté en mai dernier toute renégociation de leur contrat. Les responsables syndicaux locaux ont donc refusé d'apparaître devant les pressions de la droite, il s'en prend aux chômeurs en fin de droit qui s'étaient vu pourtant, il y a peu, allouer une allocation de 426 euros par mois. Les travailleurs qui ont entre 30 et 45 ans et n'ont pas de charge de famille ne pourraient plus en bénéficier car, prétend le gouvernement, il est estimé que ces

Mais les dirigeants nationaux de l'UAW ont tout de même négocié, derrière le dos des ouvriers, un nouveau projet de contrat avec la direction, profitant, comme ils l'ont proclamé, d'une « brèche » dans les statuts du syndicat qui, en principe, ne les autorisent pas à une telle manœuvre !

Le dimanche 15 août, ces responsables ont convoqué une assemblée des travailleurs concernés pour leur expliquer le contenu du projet et les préparer à voter dès le lendemain. L'assemblée, qui a regroupé plus

• Espagne

Non aux attaques contre les travailleurs et les chômeurs



Manifestation après l'annonce de la réduction des salaires des fonctionnaires.

embauchés dont le revenu se retrouve diminué de moitié.

Avec le licenciement dans le monde de 30 000 employés cette année, la baisse d'un quart du nombre de sites de production et la vente d'un quart de ses concessionnaires aux États-Unis, après avoir vendu ou supprimé de nombreuses marques, GM est parvenu à baisser les coûts du travail pour le profit des capitalistes. Et comme si ce n'était pas assez, en mai 2010, GM a demandé aux salariés d'Indianapolis d'accepter des baisses de salaire de 50 % et a utilisé à nouveau en juillet le chantage contre les salariés de GM à Strasbourg.

Alors on ne peut pas se réjouir de l'annonce de ces profits. Ce dont on peut se réjouir c'est qu'à Strasbourg une forte minorité de travailleurs aient refusé de céder au chantage et qu'à Indianapolis la majorité des travailleurs se soient prononcés contre les nouveaux sacrifices que la direction veut leur imposer avec la complicité de la direction nationale du syndicat UAW.

Léna PIGALLI

En cette fin de mois d'août, le patronat et le gouvernement espagnols peaufinent la réforme du droit du travail dont les institutions parlementaires nationales doivent confirmer l'adoption et préciser les modalités d'application au cours des deux premières semaines de septembre.

Actuellement le Sénat figole certains amendements avec la volonté affichée de satisfaire un patronat désireux d'avoir les mains toujours plus libres pour supprimer des emplois et réduire le coût du travail. Quant au gouvernement, peu soucieux d'apparaître comme s'inclinant devant les pressions de la droite, il s'en prend aux chômeurs en fin de droit qui s'étaient vu pourtant, il y a peu, allouer une allocation de 426 euros par mois. Les travailleurs qui ont entre 30 et 45 ans et n'ont pas de charge de famille ne pourraient plus en bénéficier car, prétend le gouvernement, il est estimé que ces

de 300 travailleurs extrêmement en colère, a commencé par exiger que les policiers, invités par les dirigeants syndicaux, quittent la salle, ce qu'ils ont dû faire. Puis ils ont hué si copieusement les dirigeants de l'UAW que ceux-ci se sont littéralement enfuis au bout de dix minutes. Ce fut l'explosion de joie. Un responsable du syndicat local exprimait ainsi l'indignation des travailleurs : « Nous payons les dirigeants nationaux pour nous représenter, pas pour qu'ils nous trompent et travaillent contre nous. »

Du coup, le vote des travailleurs sur le projet de contrat, qui devait avoir lieu le lundi 16 août, a été abandonné par les bureaucrates de l'UAW.

Un encouragement de plus pour les travailleurs de l'automobile à s'opposer aux sacrifices sans fin qu'on veut leur imposer.

Dominique CHABLIS

chômeurs ont l'âge et la disponibilité pour trouver un emploi ou une formation.

Avec un taux constant de 20 % de chômeurs, l'Espagne dirigée par le gouvernement du socialiste José Luis Zapatero continue à être le champion d'Europe de l'Ouest du chômage. La réforme « laborale » en cours d'adoption, qui remet en cause certaines garanties protégeant les salariés, est faite pour permettre au patronat de licencier plus facilement et à moindre coût. En effet, la généralisation d'un nouveau type de contrat à durée indéterminée, donnant droit à des indemnités de licenciements inférieures à celles qui existaient jusqu'à présent, correspond aux souhaits des chefs d'entreprise. Et comme les allocations seront par ailleurs réduites, il est inévitable que la situation de nombreuses familles des classes populaires se dégrade dramatiquement.

Par ailleurs d'autres modalités de la future législation introduisent encore davantage de

flexibilité horaire dans les entreprises. Il est prévu que la possibilité de bénéficier des indemnités de chômage soit assortie de conditions plus tracassières visant à obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, n'importe où, s'il ne veut pas perdre son maigre revenu. Cette réforme, déjà acceptée pour l'essentiel par une commission parlementaire, débattue par le Sénat et bientôt soumise au vote du Parlement a soulevé à juste titre de l'inquiétude et de la colère. Elle va de pair avec d'autres mesures d'austérité – déjà appliquées – comme celles visant à réduire les salaires des fonctionnaires. Sans compter les réductions des pensions de retraites encore à définir.

Les dirigeants des deux principales centrales syndicales Commissions Ouvrières (CCOO) et UGT, qui jusque-là avaient montré leur solidarité politique avec le gouvernement de Zapatero, ont décidé d'organiser, le 29 septembre, dans

le cadre d'une journée d'action à l'échelle de l'Europe pour la défense des travailleurs, une journée de grève générale, la première depuis la venue au pouvoir de Zapatero. D'autres organisations syndicales moins importantes, comme la CGT et la CNT liées à la mouvance anarchiste, se joignent à cet appel. Le mécontentement et l'inquiétude sont largement partagés parmi les travailleurs, ceux qui ont un emploi comme ceux qui sont au chômage. Des réactions ont eu lieu, et des luttes ont été menées ça et là. Grève dans les transports publics, à Séville ou celle dans le métro à Madrid il y a peu. Mais les réactions sont encore dispersées, au coup par coup. Il est à l'ordre du jour que se développe l'idée d'une riposte d'ensemble des travailleurs.

Le 29 septembre doit être le premier pas vers une réaction de l'ensemble du monde du travail en Espagne.

Henriette MAUTHEY

• Hongrie

Solidarité de banquiers

En Hongrie, le Premier ministre a, il y a quelques temps, décidé d'amputer de trois quarts le salaire du dirigeant de la Banque centrale hongroise réduisant son salaire à ... 85 000 euros par an. Le gouvernement

hongrois présente cette décision comme une des mesures qui intervient dans le cadre d'un projet visant à plafonner la rémunération des fonctionnaires.

Mais Jean-Claude Trichet, patron de la Banque centrale

européenne, est choqué et condamne la baisse du revenu imposée au gouverneur comme une entorse à la « sacro-sainte indépendance des banques centrales ». C'est sûr qu'avec 260 000 euros par an, on est indépendant du contrôle de la

population et, surtout, à des années-lumière de ses préoccupations... Même si avec un tel salaire on fait pâle figure comparé aux revenus des patrons du CAC 40...

L. P.

• Le film *Cleveland contre Wall Street*

Sur la guerre des riches contre les pauvres aux États-Unis

Ce film poignant, qui vient de sortir en France, est le procès fictif avec les protagonistes bien réels du drame qu'ont connu et que connaissent encore les habitants des quartiers populaires de Cleveland, cette grande ville des États-Unis, sinistrée à la suite de la crise immobilière et financière dite des « subprimes ».

Cleveland, avec ses 600 000 habitants, a vu 20 000 familles, soit 100 000 habitants, des quartiers populaires expulsés de leur maison depuis 2007, parce qu'elles ne pouvaient plus payer les intérêts usuraires des prêts hypothécaires, les « subprimes », qu'on leur avait fait signer. Comme elles, des millions de personnes ont connu le même sort dans tout le pays.

La ville de Cleveland, elle, a décidé de faire un procès à Wall Street et aux banques responsables de ce désastre pour réclamer justice. Un documentariste suisse était venu pour filmer ce procès. Les avocats des banques ont réussi jusqu'à aujourd'hui, par de multiples manœuvres procéduraires, à empêcher la tenue de celui-ci. Alors le documentariste, avec l'accord de la ville et tous les protagonistes, habitants, juge, avocats, ceux de la ville d'un côté et des banques de l'autre,

a filmé ce procès dit fictif. Chacun, banques comme pauvres gens, y défend son point de vue, comme il aurait dû le faire dans le procès que tous attendaient.

Sans emphase, avec des mots simples, les habitants de ces quartiers expliquent la machine infernale qui a abouti à les faire expulser de la maison qu'ils habitaient parfois depuis plus de vingt ans. Ce n'est pas de la fiction, c'est la réalité insupportable. Mais il y a aussi l'adjoint du shérif qui faisait partie de la brigade spécialisée dans les expulsions qui témoigne qu'il a dû arrêter son « job » le jour où il a été obligé de mettre à la rue une vieille dame de 86 ans; ou encore ce courtier qui explique comment on lui demandait de harceler les habitants des quartiers pauvres pour leur placer à tout prix ces prêts hypothécaires usuraires, qui étaient garantis sur les maisons de ceux qui acceptaient de les prendre. Et puis aussi cet

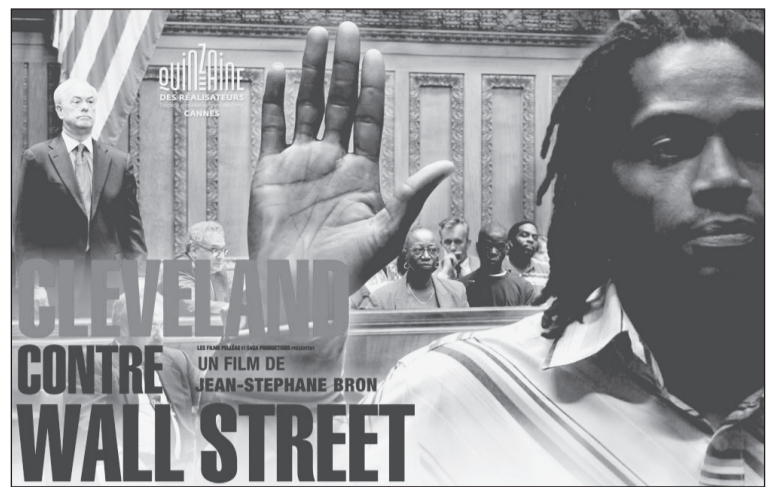
informaticien de haut niveau qui a mis au point le logiciel permettant de développer de façon exponentielle la transformation de ces crédits en produits de Bourse. Il en explique simplement le fonctionnement et le drame de conscience qu'il vit aujourd'hui.

Tout devient simple, évident et révoltant comme l'argument des banquiers qui affirment froidement que les gens n'ont finalement été victimes que de leur propre appétit en voulant posséder plus que ce qu'ils pouvaient payer.

Ce qui est réconfortant, c'est d'entendre beaucoup de gens des milieux populaires, conscients de la situation, dénoncer la guerre menée par les riches pour amasser des milliards sur le dos des plus pauvres, les appuis financiers de l'État à leur service, en affirmant que ce n'est pas juste, et qu'ils veulent s'y opposer.

Et le mérite de ce témoignage est de faire sentir qu'il ne s'agit pas simplement d'abus ou d'injustices ponctuelles, mais que c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause.

Paul SOREL



Les banquiers continuent à s'enrichir pendant la crise

En mars 2009, Sarkozy s'était vanté d'avoir imposé aux patrons des banques renflouées par l'État de renoncer à leurs bonus salariaux. « Les bonus, les stock-options, les rémunérations exceptionnelles, ce n'est pas admissible quand il y a des aides publiques », avait-il alors déclaré, parlant même de scandale.

Cela n'a pas empêché Michel Pébereau et Baudoin Prot, respectivement PDG et directeur général de BNP Paribas d'empocher au début du mois d'août au total plus d'un million d'euros de plus-values grâce à l'achat et à la revente d'actions de leur banque acquises à prix réduit dans le cadre d'un plan de stock-options. Le tout dans un temps record : 729 680 euros en deux jours pour Michel Pébereau et 477 600 euros en

six jours pour Baudoin Prot. En juillet 2009, le même type d'opération boursière leur avait rapporté près de 450 000 euros.

Ces opérations, soulignent la presse qui les relate, sont tout à fait légales. Elles ne sont pas moins scandaleuses, à un moment où le gouvernement s'appête à imposer aux couches populaires de mettre à nouveau la main à la poche pour combler le déficit. Car ce déficit, ce sont les banquiers qui en sont les responsables – en raison des milliards d'aides qui leur ont été versés. Ce qui ne les empêche pas d'en être les bénéficiaires grâce aux milliards d'euros d'intérêts que leur rapportent les prêts consentis à l'État pour boucler ses fins de mois.

Jean-Jacques LAMY

• La guerre en Afghanistan

Un marché juteux pour les sociétés militaires privées

Hamid Karzaï, le président de l'Afghanistan, a signé le 17 août le décret instaurant la dissolution totale d'ici la fin de l'année des sociétés militaires privées (SMP) qui jouent encore un rôle majeur dans la guerre en Afghanistan.

Que des mercenaires soient employés pour faire la guerre, ce n'est pas si inhabituel qu'il n'y paraît. Certaines de ces sociétés sont tristement célèbres par leurs exactions en Irak, tel Blackwater qui a fini par être interdit en 2007 sur le sol irakien.

On compte 40 000 mercenaires au total en Afghanistan qui sont employés par des firmes anglo-saxonnes ou même afghanes. Pour le gouvernement des États-Unis, cela présente un intérêt politique mais aussi économique.

En effet, ces sociétés peuvent employer une main-d'œuvre afghane qui revient moins cher que les militaires de l'armée américaine. Et c'est autant de victimes en moins à justifier envers sa population.

Les liens entre ces sociétés et l'armée américaine sont étroits. L'état-major des sociétés militaires privées américaines est généralement composé d'anciens officiers. Ces SMP contrôlent en grande partie l'armée afghane. Par exemple, les employés de la Military Professional Resources

Inc. (MPRI) ont des fonctions aux différents échelons de la hiérarchie des forces de sécurité afghanes et ce sont eux qui forment les chefs de l'armée nationale afghane (ANA). Karzaï reproche d'ailleurs à ces sociétés d'employer des Afghans qui pourraient travailler pour l'armée ou la police afghanes. Certains ont donc voulu voir dans ce décret une volonté d'indépendance vis-à-vis des États-Unis. Mais cela est bien relatif dans un pays en guerre, secoué par des révoltes, où le pouvoir ne se maintient que par la présence de l'armée d'intervention, essentiellement américaine. Le Pentagone et le porte-parole des forces internationales, le général Josef Blotz, ne se

prononcent pas contre le démantèlement des SMP, mais ils sont pour un retrait plus échelonné que ce que prévoit Karzaï. En effet, il est difficile de démanteler une force de 40 000 mercenaires dans un pays où la population fait moins confiance à l'armée ou à la police afghanes, sans parler de la défiance vis-à-vis des forces internationales, qu'aux chefs de guerres locaux.

Ces sociétés brassent beaucoup d'argent. Pour faire passer sans encombre des convois dans des zones où les insurgés sont forts, elles paient même à l'avance les forces locales d'opposition. Ce n'est plus seulement sur le trafic d'opium que les opposants au régime

prélevent une dime mais aussi, et c'est cela qui peut gêner les Occidentaux, sur les convois américains et européens. Ces SMP sont aujourd'hui soupçonnées d'avoir arrangé des embuscades pour justifier leur lucratif système de complicité avec le pouvoir de Kaboul. Elles auraient déposé depuis le début de la guerre la somme de 4 milliards de dollars en cash dans les banques de Dubaï.

Mais que ce soit des mercenaires d'État ou des mercenaires privés, employés par le Pentagone ou directement liés au pouvoir en place, pour la population qui continue à subir la guerre, cela ne fait pas beaucoup de différence.

Léna PIGALLI

• Enseignement secondaire

Tous en grève dès le 6 septembre !

Le principal syndicat des collèges et des lycées, le SNES-FSU, appelle les enseignants à se mettre en grève dès le lundi 6 septembre pour protester contre les économies que fait le gouvernement sur le dos de l'éducation, économies qui se traduisent par des milliers de suppressions d'emplois d'enseignants.

Les conséquences de ces économies de postes d'enseignants, mais aussi de conseillers d'éducation, d'infirmières sont catastrophiques pour les élèves: classes surchargées, matières en option supprimées, heures d'enseignement diminuées, remplacements d'enseignants non assurés et ce, même lorsqu'il s'agit

d'absences prévues de longue date, comme les congés maternité. Pour les enseignants et tout le personnel qui contribue à faire fonctionner les établissements scolaires, ces économies sont également lourdes de conséquences car les conditions de travail ne cessent de se dégrader.

Pour toutes ces raisons, il est souhaitable que cette grève soit un succès et qu'il y ait le plus grand nombre possible de manifestants dans la rue le lundi 6 septembre. Et le SNES précise qu'il appelle tout le personnel des collèges et lycées à participer à la journée de grève du mardi 7.

Aline RETESSE

Pas de répit pour les suppressions de postes

Après plus de 45 000 suppressions en quatre ans, ce sont encore 16 000 postes que le gouvernement veut supprimer dans l'Éducation nationale en 2011. Et ce n'est pas fini.

Dans le primaire, le nombre d'enseignants recrutés par concours pour la rentrée de 2011 sera de seulement 3 000 contre environ 7 000 en 2010 et 10 000 en 2008. En un an, plus de la moitié des postes ouverts au concours est donc balayée.

Et pendant que les enseignants sont de moins en moins nombreux, le nombre d'enfants à scolariser augmente. En 2006 par exemple, il y a eu presque 800 000 naissances en France, soit cinquante ou soixante mille enfants de plus que ceux nés une décennie plus tôt.

Ceux qui, au gouvernement, connaissent évidemment ces chiffres ne peuvent pas ignorer les dégâts que le

manque de maîtresses et de maîtres provoquera. Mais ces prétendus responsables compromettent sans vergogne la scolarité de pans entiers de la jeunesse, à commencer par celle des classes populaires pour qui l'école est une source de savoir irremplaçable. Ils ont supprimé des classes de maternelle, des postes de maîtres spécialisés pour les élèves en difficulté, il y a de moins en moins de remplaçants et parfois plus du tout, les effectifs par classe grimpent et le ministre encourage cette évolution. Et ailleurs, quand le nombre d'élèves reste modeste, c'est la classe qui ferme.

Le ministre Luc Chatel espère qu'avec tout cela la rentrée se fera « sans problème ». Sauf que les millions d'élèves, de parents et d'enseignants paieront les conséquences de sa politique. Et sauf que les parents et les enseignants pourraient réagir.

Pascal POLLI

• Livres et matériel scolaires

Une rentrée trop coûteuse

La réforme voulue par le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel finalisée fin avril a entraîné le renouvellement d'un grand nombre de manuels, en Sciences physiques, en Économie, en Sciences de la Vie et de la Terre et en Histoire-Géographie qui, étant donné les courts délais, ne seront d'ailleurs pas prêts pour la rentrée. Mais la conséquence la plus néfaste entraînée par ces changements de manuels est la dépense supplémentaire que cela va occasionner pour les familles, surtout les familles des classes populaires. En effet ce renouvellement a un coût, entre 230 et 250 euros pour l'année. D'après la FCPE, la fédération des parents d'élèves la plus importante, un million de parents devront faire face à cette dépense supplémentaire non prévue pour l'achat des manuels neufs de seconde et ce, alors que pour beaucoup les revenus diminuent.

Certes, depuis 2004, les Conseils régionaux aident tous les lycéens en finançant tout ou partie de l'achat des manuels; l'aide s'élève par exemple à 100 euros par lycéen pour le renouvellement des livres dans la région Centre. Il faudrait donc pour remplacer l'ensemble des manuels doubler le budget. Des représentants de régions sont déjà intervenus pour dire que cela

leur serait impossible.

En tout cas, les nombreuses critiques émanant des parents et des représentants de régions n'ont pas vraiment ému Luc Chatel qui les a toutes balayées; il a ainsi déclaré que les Régions n'étaient pas obligées de financer les manuels et que l'État aidait déjà suffisamment les familles avec l'allocation de rentrée scolaire. Mais cette allocation de rentrée, que touchent les familles dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil, est très modeste, son montant de 306 euros pour les enfants de 15 à 18 ans ne permet de faire face qu'aux frais habituels de fournitures scolaires, de vêtements, de frais de cantine.

Au lieu d'engraisser des maisons d'édition qui se frottent les mains à chaque changement de programme, l'État pourrait tout aussi bien fixer le prix et fournir directement et gratuitement les manuels scolaires à tous les élèves, de même d'ailleurs que toutes les autres fournitures scolaires, du classeur au stylo bille.

L'école est prétendument gratuite en France, gratuité qui serait la garante de l'accès égal à l'éducation de tous les élèves, quelle que soit leur condition sociale. Cela n'a jamais été vraiment le cas, et cela le sera encore moins cette année.

A. R.

Internats d'excellence

La ville d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, a annoncé l'ouverture à l'automne prochain d'un « internat d'excellence » pour des élèves de CM1, CM2 et 6°. Il s'agit d'offrir à vingt enfants de milieu populaire de meilleures conditions d'apprentissage. L'inspecteur d'académie dit s'intéresser de près à cette expérimentation et

en attendre beaucoup: depuis deux ans, le ministère de l'Éducation nationale met en avant de tels internats comme moyen d'améliorer la réussite scolaire.

Mais dans le même temps, le gouvernement supprime des milliers de postes d'enseignants chaque année. À cause de cette politique d'économies, les conditions d'apprentissage se

dégradent et particulièrement dans les quartiers populaires. Ce n'est donc certainement pas en saupoudrant la carte scolaire de quelques « internats d'excellence » que le gouvernement parviendra à masquer les conséquences dramatiques de sa politique en matière d'éducation.

Patrick GARREL

• Universités

Chères études !

Les frais d'inscription dans les universités sont en augmentation de 2,1 % en moyenne, soit plus que l'inflation officiellement déclarée. Ils vont de 174 euros pour une licence à 237 euros pour un master ou encore à 359 euros pour un doctorat. Cela sans compter les universités qui facturent des frais supplémentaires, pouvant aller jusqu'à 2 000 euros par an selon l'enseignement choisi. Cette pratique illégale est dénoncée par l'UNEF, le principal syndicat étudiant, qui recense 26 universités en infraction.

Les étudiants devront en outre supporter une forte hausse des tarifs de leur Sécurité sociale, qui va passer de 117 à 200 euros, ainsi que celle du ticket restaurant. Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a décidé de leur supprimer l'allocation logement, ou bien la demi-part supplémentaire dont bénéficiaient leurs parents pour l'impôt sur le revenu.

Depuis la loi d'autonomie des universités d'août 2007, l'État les finance de moins en moins. Le ministère de l'Enseignement supérieur s'est d'autre part félicité d'avoir fait 400 millions d'euros d'économies cette année. Tout cela, les étudiants le paient. C'est un des aspects de la dégradation du service public.

M.L.

Sport, capitalisme et nationalismes

Exposé du Cercle Léon Trotsky n° 117 du 18 juin 2010.

Prix : 2 euros

Envoi contre 6 timbres à 0.56 euro.



• Antilles

L'épidémie de dengue n'est pas une fatalité

L'épidémie de dengue qui sévit actuellement en Guadeloupe et en Martinique est la plus grave de celles qui ont frappé ces îles depuis plusieurs années. Au 23 août, on comptait déjà près de 60 000 cas (25 600 en Martinique et 33 000 en Guadeloupe) depuis la fin 2009. À cette même date on comptait quatre décès en Guadeloupe et treize en Martinique. Or, d'après les spécialistes, le pic de l'épidémie n'est pas encore atteint.

Devant l'ampleur de l'épidémie, et près de six mois après sa montée en puissance et face au manque d'embauche civile, l'État a décidé de faire intervenir l'armée aux côtés des équipes gérées par les directions départementales de santé. 69 militaires sont venus renforcer ces équipes sur les deux îles. Ces dernières organisent généralement des campagnes de pulvérisation de produits

anti-moustiques, mais elles sont bien trop rares. D'autant que, rien qu'au début du mois d'août, on connaissait déjà des milliers de cas de dengue supplémentaires sur les deux îles. Certes, les campagnes de prévention radio-télévisées auprès de la population existent depuis longtemps. Mais comment expliquer cette lenteur des organismes officiels à réagir plus radicalement et avec de gros

moyens, sinon par un manque de personnel criant et par une trop longue sous-estimation de l'ampleur du phénomène par les directions chargées de la santé publique.

Bien sûr, quotidiennement, on nous dit de détruire les gîtes larvaires dans et autour des maisons. Cela est vraiment nécessaire. Mais dans et autour des écoles, des bâtiments publics, par manque d'entretien régulier, ces foyers de reproduction et d'infection sont très nombreux. De plus, le nombre de gens vivant dans des conditions d'habitat précaire, dans des quartiers pauvres et insalubres, reste très important. Ces conditions de vie favorisent la prolifération des moustiques.

Les climatiseurs, les ventilateurs qui éloignent les moustiques finissent par coûter très cher en électricité pour ceux qui en possèdent. Quant aux produits anti-moustiques du style crème ou répulsifs en pulvérisation qu'on nous recommande à longueur de journée sur les ondes, ils finissent par coûter cher. Ce ne sont pas les plus pauvres qui peuvent en bénéficier comme il le faudrait. On peut constater que les gens aisés vivant dans les beaux quartiers, aux maisons constamment climatisées, s'ils ne sont pas totalement exempts de contamination, sont bien mieux protégés que la masse des pauvres. Le patron passant sa journée

dans un bureau climatisé est bien mieux protégé que les ouvriers. Face à l'épidémie, tout le monde n'est donc pas tout à fait logé à la même enseigne.

Depuis quelques jours, l'administration préfectorale semble vouloir prendre des mesures de prévention et de destruction des gîtes larvaires à grande échelle. Mais il était possible de ne pas en arriver là par une action régulière, quotidienne, méthodique, pas seulement à la radio ou à la télé mais sur le terrain avec des équipes nombreuses et des moyens plus importants en produits et appareils.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

Le virus de la dengue

Il est transmis par la piqure d'un moustique. Ce dernier est de la catégorie *Aedes aegypti*. L'insecte prolifère dans les eaux sales et stagnantes, à grande vitesse. En particulier dans les soucoupes de pot de fleur, les gouttières, les vieux pneus, les vieilles tôles et tout autre récipient non nettoyé.

Pour l'instant il n'y a pas de vaccin et on ne peut en être immunisé à coup sûr après en avoir été victime une fois,

puisque'il existe au moins quatre sérotypes différents connus à ce jour. On peut donc être frappé par différentes souches successivement.

La forme la plus grave est la dengue hémorragique qui peut être mortelle, mais qui est pour l'instant très rare en Martinique et en Guadeloupe. Toutefois, la fatigue, la fièvre, les faiblesses et douleurs aux articulations, les vomissements, la perte d'appétit peuvent provoquer des

décès. Les enfants de moins de 15 ans, les diabétiques, les personnes atteintes de drépanocytose (maladie chronique due à une déformation de l'hémoglobine, courante aux Antilles) constituent une frange de la population dite « à risque ». Mais, plus inquiétant, on a constaté récemment que certaines personnes décédées ne présentaient pourtant aucun antécédent de santé grave.

P J-C.

• Guadeloupe

Succès du rassemblement du LKP

LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon-collectif contre l'exploitation outrancière), le collectif des 48 organisations ayant organisé la grève générale de 44 jours en Guadeloupe au premier trimestre de 2009 a fait une rentrée remarquée dans l'île.

En effet, dimanche 22 août, le LKP organisait un grand rassemblement sur la plage de Viard à Petit-Bourg, de 8 heures à 18 heures. Trois ateliers, sur la santé, l'éducation, la vie chère ont permis des échanges et des débats fructueux entre les militants et la population. Environ 500 personnes ont participé à cette journée dans une ambiance sympathique, fraternelle.

Les participants ont volontiers soutenu les travailleurs de trois secteurs en lutte en leur achetant leur repas de midi. Il s'agit de ceux de l'AS-FO (un centre de formation), de la station-service de Valkanaers à Gourbeyre et de

l'A1 Guadeloupe (chaîne de télé).

Mais surtout cette manifestation a été une occasion pour le LKP de mobiliser militants et sympathisants afin d'annoncer et de préparer de prochaines mobilisations. D'autant que les dernières hausses du prix des carburants (plus 10 centimes le 10 août dernier après deux précédentes augmentations) ont fait beaucoup de mécontents. Les compagnies pétrolières, avec le soutien de l'État, font tout pour récupérer ce qu'ils ont soi-disant perdu après la grève générale. Il en est de même de l'ensemble du patronat qui revient sur les avantages obtenus.

Une grève générale est d'ores et déjà envisagée pour le 26 octobre conjointement avec les organisations de Martinique et de Guyane. Et donc, se profile une préparation sous forme de tracts, meetings, assemblées dans les entreprises, pendant plusieurs semaines. Pour ce qui est de la mobilisation du 7 septembre prochain sur les retraites en liaison avec les organisations et syndicats de France, plusieurs syndicats et organisations préparent la mobilisation à l'exception des syndicats nationalistes comme l'UGTG et le SPEG (syndicat enseignant).

Quoi qu'il en soit, la mobilisation réussie du dimanche 22 août, incite à l'optimiste quant au succès des prochaines mobilisations contre « la pwofitasyon » sous toutes ses formes.

P J-C.

• Afghanistan

Non à l'intervention Troupes françaises hors d'Afghanistan !

Les deux soldats français tués dans un accrochage en Afghanistan lundi 23 août ont eu la même oraison funèbre que les quarante-cinq précédents : « ces militaires ont payé de leur vie l'engagement de la France au service de la paix et de la sécurité du peuple afghan », d'après le communiqué de la Présidence de la République.

Mais les troupes du corps expéditionnaire occidental n'ont apporté que la guerre et la terreur dans ce pays : elles ont, en réalité, contribué à renforcer les rangs des bandes armées qu'elles étaient censées combattre, approfondi la misère qu'elles prétendaient guérir, conforté les préjugés liés à la religion qu'elles disaient vouloir éradiquer.

Ainsi, après neuf ans d'intervention, le ministère des Affaires étrangères français décrit ainsi la situation du pays : « des attentats suicides spectaculaires se sont produits à un rythme régulier à Kaboul... En province

les attentats ont fortement augmenté et sont devenus la menace principale... La production d'opium et le trafic ont fortement augmenté ces dernières années et engendrent un risque pour qui-conque s'approche des plantations ou croise la route d'un convoi de trafiquants... Les enlèvements sont une menace très sérieuse, y compris à Kaboul... L'hygiène est préoccupante compte tenu de la destruction d'une partie des réseaux d'assainissement... La typhoïde, la rage et la lèpre sont présentes à Kaboul ».

Voilà, décrit par les responsables de l'une d'entre elles, le brillant résultat auquel sont parvenues les puissances occidentales. C'est pourquoi, le moindre mal pour la population afghane et, du même coup, pour les militaires français serait que les soldats de la coalition quittent immédiatement l'Afghanistan.

Paul GALOIS

• Des grèves de Gdansk à la fondation de Solidarnosc

La classe ouvrière polonaise face à ses ennemis et à ses faux amis

En augmentant le prix de la viande vendue sur les lieux de travail, les gouvernants de la Pologne prétendument socialiste s'attendaient à des réactions de mécontentement. Dans un passé récent, d'autres hausses des prix ou des baisses de salaires avaient provoqué des grèves et affrontements avec les forces de répression. Ce fut le cas à Poznan, en juin 1956. Puis, en décembre 1970, les travailleurs du Littoral affrontèrent le régime. Et encore, en 1976, à Ursus et à Radom. Mais la réaction ouvrière d'août 1980 dépassa, et de loin, tout ce que le régime avait connu.

Dès juillet 1980, des grèves avaient éclaté. De crainte que le mouvement ne fasse tache d'huile, les bureaucrates avaient promis ici de relever les salaires, là de geler les prix.

Mais ce régime avait montré qu'il savait feindre de céder pour, une fois la pression retombée, reprendre l'initiative. Cette expérience était vivace dans la mémoire ouvrière maintenue par de petits noyaux militants, proches du Comité de défense des ouvriers (KOR), créé en 1976 pour aider les victimes de la répression.

Une opposition liée aux travailleurs, mais hostile aux intérêts politiques de la classe ouvrière

S'adressant aux travailleurs, le KOR ne se présentait pas comme ayant des objectifs politiques. Créé par des intellectuels catholiques, démocrates ou progressistes, c'est pourtant parce que ses animateurs avaient des idées politiquement marquées que le régime leur faisait la chasse. C'est d'ailleurs leur détermination face au régime, leur dévouement, qui leur avaient permis de gagner des travailleurs à leurs vues.

Parmi ceux-ci, Lech Walesa, électricien de Gdansk, apprécié des ouvriers du chantier Lénine qui l'avaient élu à leur comité de grève en 1970. Il avait été licencié suite aux grèves de 1976.

Ces militants souvent liés à l'Église catholique étaient tolérés par le régime depuis 1956. Ils avaient réussi à fédérer une nébuleuse de courants : nationalistes, cléricaux, conservateurs, adeptes de la « démocratie occidentale », intellectuels ayant été attirés par le marxisme, avant de se rallier aux idées de la social-démocratie.

Ces milieux avaient en commun la volonté de réformer l'appareil d'État polonais. Ils voulaient représenter les intérêts de la société polonaise, toutes classes confondues. Et, au prétexte de n'exclure personne du combat contre la dictature, beaucoup encensaient le

régime du général Pilsudski des années vingt.

De là, la présence dans les entreprises occupées en août 1980, de symboles nationalistes et religieux, alors qu'en 1956, 1970 et 1976, les idéaux socialistes inspiraient la lutte des ouvriers contre le régime.

La grève éclate aux chantiers de Gdansk

Le 14 août au matin, à Gdansk, une poignée de militants diffusa le bulletin *Robotnik* (L'Ouvrier) qui, faisant le point sur les grèves de l'été, appelait les 17 000 travailleurs des chantiers navals à cesser le travail.

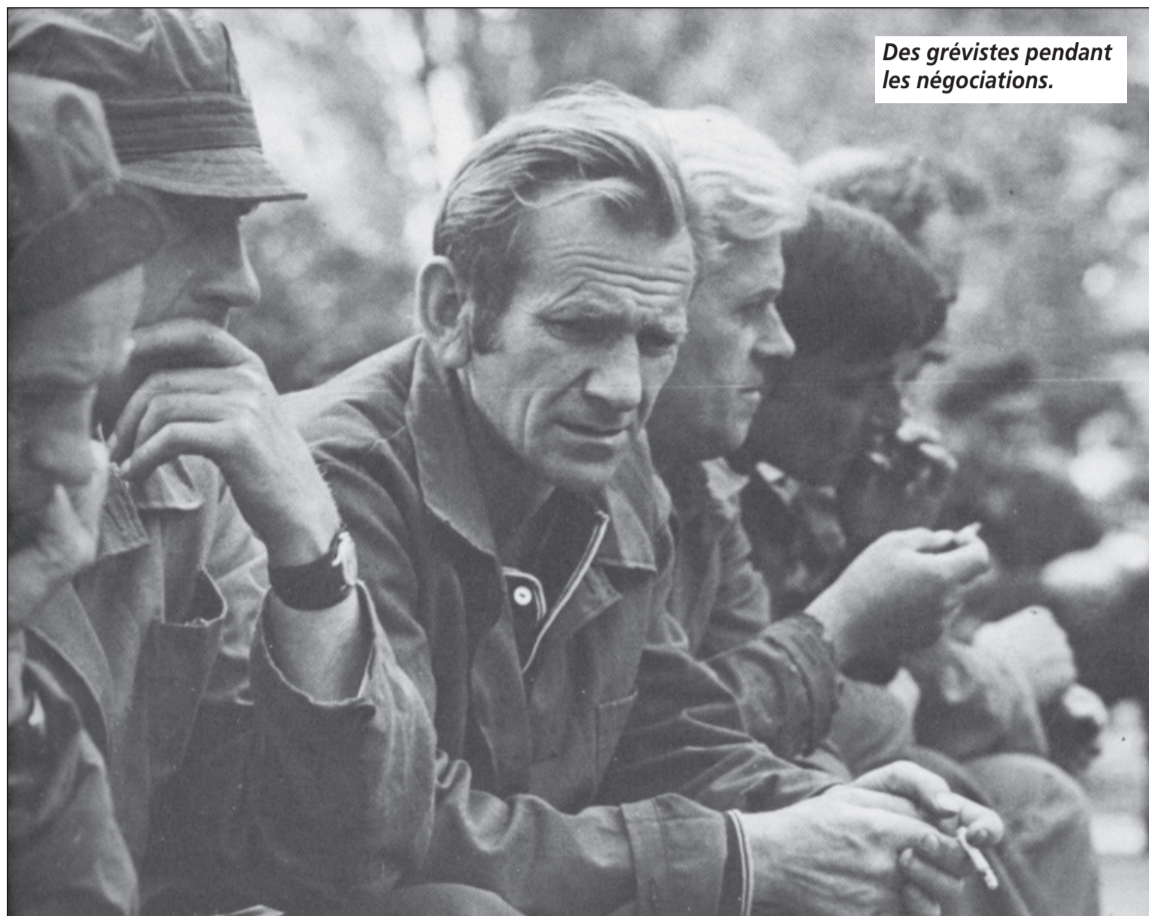
En deux heures, la grève paralysa les chantiers. Dans la journée, elle gagna toute la ville, puis ses voisines, Sopot et Gdynia. Rapidement, elle s'étendit à tout le Littoral et aux mines de Silésie.

Les grévistes avaient établi une liste de 21 revendications économiques et politiques : augmentation des salaires, annulation des hausses de prix, échelle mobile des salaires, création de syndicats libres, libération des détenus politiques, élections pluralistes... Les militants de l'opposition présents critiquèrent le « maximalisme » des grévistes. « Jamais, ils n'accepteront ça » déclara Walesa, avant de se rallier à la volonté de la majorité.

Pour présenter un front uni face au régime, les ouvriers, qui avaient formé des comités de grève, les fusionnèrent en un comité de grève interentreprises (MKS) qui regroupa jusqu'à mille délégués sur Gdansk et sa région. L'exemple fit école à Szczecin et en Silésie. Ces MKS allaient forcer le gouvernement à négocier avec eux. Un vice-Premier ministre dut s'installer à Gdansk, au cœur de la grève.

L'organisation de la grève

Dès le début, les élus au comité de grève des chantiers avaient tenu à rendre compte de leurs discussions avec le représentant du régime : des



Des grévistes pendant les négociations.

haut-parleurs, permettant à tous les grévistes de suivre les négociations et d'approuver ou refuser en direct ce qui se disait. Pour les délégués des entreprises représentées au MKS, les enregistrements sur cassettes tinrent le même rôle.

Les grévistes établirent des piquets de grève contrôlant les accès aux entreprises et décidèrent lesquelles continueraient à fonctionner pour assurer la vie quotidienne de la population.

Cette large démocratie ouvrière n'était pourtant pas le seul facteur déterminant du mouvement. Pour tester le sens des responsabilités de l'opposition, le pouvoir avait proposé que la négociation, publique, sur les revendications soit préparée par des discussions, à huis-clos, entre « experts », les siens et ceux du MKS.

Du même monde, socialement et politiquement étrangers à la classe ouvrière, ces « experts » allaient trouver, loin des oreilles ouvrières, un terrain d'entente acceptable par les deux bords.

Le gouvernement cède

Après des jours de négociations, en public et en coulisse, le représentant du pouvoir accepta, le 31 août, dans une séance retransmise à la télévision d'État, de déclarer pour chacune des 21 revendications : « J'accepte, je signe ».

Les travailleurs avaient le sentiment d'avoir remporté une victoire exceptionnelle : dans

une Démocratie populaire, les tenants du régime venaient d'accepter la création d'un syndicat indépendant d'eux. Celui-ci, Solidarnosc (Solidarité en polonais), allait compter jusqu'à 10 millions de syndiqués dans un pays de 35 millions d'habitants. Nombre d'entre eux avaient eu en poche une carte du parti dit communiste. Même des membres de la police et de l'armée demandaient à rejoindre Solidarnosc.

De Solidarnosc à l'état de guerre

Ayant politiquement reculé, le régime n'était pas vaincu. Le parti du pouvoir n'avait plus de poids réel, mais il lui restait son armée. Et pendant que les chefs de Solidarnosc présentaient cette armée comme le garant de l'unité nationale, l'état-major se préparait à briser la classe ouvrière.

Il suffit d'une nuit, le 13 décembre 1981, au chef du gouvernement, le général Jaruzelski, pour interdire Solidarnosc. Au grand soulagement des États occidentaux, auprès desquels la Pologne frappée par la crise mondiale s'était endettée, il proclama l'état de guerre, interdit les grèves, imposa des hausses de prix, fit emprisonner des milliers de travailleurs, dont la plupart des cadres de Solidarnosc. Primat de Pologne, le cardinal Glemp appela les travailleurs à se soumettre pour ne pas se dresser contre d'autres Polonais. L'état-major, lui, n'hésita pas : il fit tirer sur

des mineurs qui résistaient. La chape de la dictature retomba pour des années sur la classe ouvrière.

Puis, lorsque se concrétisa pour les couches privilégiées polonaises la possibilité de rejeter la tutelle de Moscou, en 1988-1989, le régime polonais, qui avait déjà ouvertement engagé des pourparlers en ce sens avec les chefs de l'opposition, se tourna vers elle pour assurer une transition en douceur. Cette opposition avait démontré qu'elle savait protéger les intérêts de l'État, même quand la classe ouvrière occupait la scène. Dix ans après Gdansk, le très catholique Walesa fut élu président d'une Pologne revenue dans le giron de l'impérialisme, avec à ses côtés une ex-figure de proue de la « gauche » du KOR, Jacek Kuron, comme ministre du Travail.

Depuis 1956, la classe ouvrière polonaise a maintes fois prouvé sa combativité, son sens de l'organisation. Le drame fut que, en 1980, quand elle réussit à entraîner dans son sillage la majorité de la population, ceux qui se trouvaient à sa tête n'avaient à lui proposer que de changer la couleur politique de son oppression. Ce qui lui a dramatiquement manqué au moment décisif, ce sont des militants, des organisations, un parti qui défendent ses intérêts politiques de classe et une perspective communiste révolutionnaire.

Pierre LAFFITTE

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

La période des congés d'été touche à sa fin, mais dans plusieurs régions, vous aurez l'occasion de rencontrer des militants de Lutte Ouvrière qui font étape dans votre ville pour faire connaître leurs idées et discuter de la situation et des moyens de défendre les intérêts du monde du travail.

Dans les quelque deux cents villes-étapes traversées cet été, les discussions ont été

nombreuses et fournies, parfois vives, parfois émouvantes lorsque des passants venaient témoigner de leurs problèmes; mais toujours fraternelles avec tous ceux qui appartiennent au monde du travail.

Le rejet des attaques du gouvernement contre les classes populaires, travailleurs avec ou sans emploi, petits producteurs agricoles, retraités, est

unanime. L'intention du gouvernement de saccager les retraites pour protéger les profits des capitalistes, en particulier, suscite mécontentement voire colère, même si tout le monde mesure qu'il faudra une riposte d'envergure pour le faire reculer. La réussite de la journée de grèves et manifestations du 7 septembre semble un objectif,

mais chacun sait qu'une suite sera nécessaire.

Comment la préparer? Quels objectifs mettre en avant? Les discussions vont bon train sur les luttes possibles, sur les échéances électorales. Ou encore sur la faillite du système capitaliste lui-même, qui entraîne des millions de gens dans sa crise, dont ne sort indemne qu'une minorité de banquiers et d'ultra-riches.

Ces discussions, ces échanges, ne s'arrêteront pas avec l'été car c'est toute l'année que les militants de Lutte Ouvrière discutent avec ceux, militants, travailleurs et anciens, jeunes lycéens et étudiants, qui ne baissent pas la tête et cherchent à combattre le système capitaliste pourrissant et ce gouvernement aux ordres.

Orne – Eure

Judi 26 août : Dreux (Eure-et-Loir)

Vendredi 27 août : Évreux (Eure)

Samedi 28 août : Mantes-la-Jolie (Yvelines)



Charente – Pays de Loire

Judi 26 août : Rezé (Loire-Atlantique)

Vendredi 27 août : Saint-Herblain (Loire-Atlantique)

Samedi 28 août : Nantes (Loire-Atlantique)



Bretagne

Judi 26 août : Vannes (Morbihan)

Vendredi 27 août : Lanester (Morbihan)

Samedi 28 août : Lorient (Morbihan)



Savoie – Ain

Judi 26 août : Oyonnax (Ain)

Vendredi 27 août : Villefranche-sur-Saône (Rhône)

Samedi 28 août : Bourg-en-Bresse (Ain)



Provence

Lundi 30 août : Avignon (Vaucluse)

Mardi 31 août : Nîmes (Gard)

Mercredi 1^{er} septembre : Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)

Judi 26 août :

Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

Vendredi 27 août : Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

Samedi 28 août : Arles (Bouches-du-Rhône)



Côte basque – Béarn – Landes

Judi 26 août : Tarbes (Hautes-Pyrénées)

Vendredi 27 août : Pau (Pyrénées-Atlantiques)

Samedi 28 août : Mont-de-Marsan (Landes)

• Hôpital d'Amilly-Montargis (Loiret)

Les sales économies de la réforme Bachelot

La presse locale titrait dernièrement: « Les hôpitaux du Loiret cherchent désespérément des infirmières ». Les directions d'hôpital disent ne pas maîtriser ce « nouveau phénomène » qui frappe les établissements de santé. Elles mettent hypocritement en cause une « crise de vocation », mais la réalité est qu'elles continuent à réduire les personnels soignants, administratifs et ouvriers au gré de réorganisations successives, de découpage entre public et privé et de regroupements des centres hospitaliers initiés par la réforme Bachelot.

Cette pénurie est voulue par le gouvernement qui planifie encore des diminutions de postes dans les années à venir.

Cette année, par exemple, seulement quatre aides-soignantes ont eu confirmation que leur formation d'élèves infirmières serait financée par l'établissement, pour plus d'une quarantaine de candidats. Il y a une vingtaine d'années, c'était une douzaine d'aides-soignantes qui intégraient chaque année une nouvelle promotion à l'école d'infirmières avec une prise en charge par l'établissement!

Ces chiffres montrent que ce ne sont pas les candidats qui manquent, ce sont les moyens pour accéder aux

formations. Dans les services, les remplacements ne sont plus assurés comme avant et il devient de plus en plus difficile de prendre nos congés. Les charges de travail augmentent, l'afflux des patients est trop souvent ingérable: les conditions de travail sont de plus en plus stressantes.

Depuis plusieurs années aussi, la direction de l'hôpital sous-traite à des sociétés privées l'entretien ménager des locaux ouverts au public. Le but est clairement de faire des économies. Mais à quel prix! Le montant des contrats a diminué de près de 40% en quelques années avec pour conséquence une dégradation considérable de l'entretien des

surfaces, des ascenseurs, des sanitaires, des escaliers, des bureaux, des halls. C'est l'hôpital qui se fout de l'hygiène hospitalière! Et comment pourrait-il en être autrement avec une équipe diminuée presque de moitié, soumise à des horaires en coupure et dont une partie des heures n'est pas payée par l'employeur? Il a fallu qu'une visite officielle d'accréditation soit interpellée à ce sujet pour contraindre la direction à lever le pied sur ces économies insalubres.

Depuis des années l'administration diminue l'effectif des maisons de retraite et de l'hôpital réalisant plusieurs millions d'euros d'excédents qu'elle réaffecte à de nouveaux

projets. C'est l'argent de la maltraitance, disent les agents, car ce sont autant d'emplois dont sont privés au quotidien les patients et les personnes âgées.

Cette année c'est le budget de fonctionnement de la psychiatrie qui est tout simplement amputé par l'Agence régionale de santé à hauteur d'un demi-million d'euros.

L'État se permet de donner des milliards pour renflouer la gabegie des banquiers; pour cela il se sert sur les budgets des services publics, comme ceux des hôpitaux, pour financer ces cadeaux fiscaux et cela aux dépens des salariés et des soins aux usagers.

Correspondant LO